



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/La-parole-est-au-general>

La parole est au général !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - Année 1968 - N° 650 - juillet 1968 -

Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

Date de parution : juillet 1968

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Des élections générales viennent d'avoir lieu. Dans le minimum de temps ! Est-ce la raison pour laquelle ni la majorité ni l'opposition, n'ont abordé le plus grave problème de notre temps, celui que tous les partis politiques devraient étudier sans relâche ? Il n'en a même pas été question dans nos grands quotidiens... Certes MM. G. Pompidou et A. Malraux ont fait allusion à la grande « mutation » que doit subir notre système économique et, social. Le général de Gaulle reconnaît lui aussi qu'elle est indispensable. Mais, sur la nature de cette « mutation » se serait-on donné le mot pour observer le silence le plus complet ?

Rappelons, une fois encore, le phénomène qui la rend inéluctable :

Dans les nations industrialisées comme la France, de prodigieux progrès techniques permettent, depuis déjà plusieurs années, d'augmenter presque sans limite les biens dont les hommes ont besoin, et, simultanément, ces progrès diminuent constamment le travail des hommes. Il n'est pas nécessaire d'y réfléchir longuement, pour voir qu'il s'agit là d'une tragique contradiction, dès l'instant que le travail de l'homme, grâce au salaire qui en est la contrepartie, est pour lui l'unique moyen de se procurer les produits dont il a besoin pour vivre.

Ce phénomène provoque une situation étrange, à savoir que plus on produit de biens, moins on peut en vendre, production et chômage croissant dans le même temps.

Mais ne pourrait-on pas freiner l'aggravation du chômage ? Sans doute et l'on y est parvenu dans une certaine mesure. Le remède consiste à développer une industrie qui, comme toutes les autres créant des emplois, distribue salaires et profits, mais dont les produits ne viennent jamais se vendre sur les marchés : C'est l'industrie des armements. Elle a donc pris un développement vertigineux, les statistiques de la Société des Nations démontrant qu'elle absorbe maintenant 10% de toute l'activité industrielle des nations modernes. Celles-ci y consacrent la somme de 7. milliards (anc. f.) par heure, du jour et de la nuit, y compris les dimanches et fêtes. Récemment, Newsweek informait ses lecteurs, que la seule guerre du Vietnam avait permis de créer un million d'emplois aux Etats-Unis ! N'y a-t-il pas là de quoi être bien fiers ?

N'en concluons pas que cette politique permet de résorber sérieusement le chômage, elle en est au contraire bien loin. Exemple au cours des dix dernières années, on sait que notre production a largement progressé, toutes les statistiques le prouvent et leur exactitude ne fait aucun doute. Or, dans ce même temps, le chômage n'a jamais cessé de grandir, au point d'avoisiner aujourd'hui le chiffre du demi-million.

Alors posons la question : si notre production augmente, alors qu'on débauche un demi-million de travailleurs qualifiés, et ayant fait leurs preuves, existe-t-il une chance sur mille pour qu'on embauche, demain, nos 200.000 jeunes gens inexpérimentés, qui cherchent vainement un emploi ?

C'est là l'explication de la révolte des jeunes, qui se produit actuellement dans toutes les nations industrialisées. Inutile d'ergoter ou d'imaginer l'action maléfique d'un mystérieux Chinois : les jeunes se sentent aujourd'hui exclus de la société ! Leurs diplômes sont inutiles. C'est l'avis du doyen de la Faculté des Sciences de Paris pour qui la moitié de ses étudiants ne trouvent aucun débouché. Dans les Lettres, la situation est plus grave encore, car le professeur Alain Touraine, de la Faculté des Lettres de Nanterre, affirme que 80% des siens sont de futurs chômeurs. Il paraît que nous formons, chaque année, 3.200 candidats sociologues, 2.500 candidats psychologues. Ils ont bonne mine quand ils s'offrent sur ce que les économistes classiques appellent « le marché du travail » !

En fait, la révolte des jeunes débuta aux Etats-Unis. Dès avril, les étudiants de l'Université de Columbia à New York, enfermaient leur doyen dans son cabinet, mais lui portaient régulièrement à boire et à manger. Ils occupèrent toutes les Facultés. Le gouvernement alerta la police qui délivra le doyen et expulsa les étudiants. Bilan : 720 arrestations ;

4 professeurs, 132 étudiants, 11 policiers plus ou moins grièvement blessés.

La révolte des étudiants gagna le Canada, puis l'Amérique Centrale, enfin l'Amérique du Sud où les bagarres de Rio-de-Janeiro, furent très violentes.

En Angleterre, elle éclate dans la célèbre mais archaïque Université d'Oxford. Il y eut des échauffourées en Italie, en Belgique, surtout en Allemagne fédérale où elles inquiètent encore sérieusement le gouvernement de Bonn : il prépare même une législation exceptionnelle pour y taire face. Les étudiants se révoltèrent même en Espagne, où l'Université de Madrid demeure encore fermée. Ils se révoltèrent au Japon. Bien mieux, il y eut des bagarres en Pologne et Tchécoslovaquie, donc au-delà du rideau de fer, ce qui prouve que le problème des jeunes se pose même en U.R.S.S. ! On voit que nos étudiants ne sont pas les uniques mécontents.

Le 21 juin, à Europe n° 1, dans un dialogue avec des journalistes, M. Malraux déclara que ce problème était insoluble dans notre système économique et social. Nous serions en présence d'une « crise de civilisation ».

Bien dit, mais quand on constate qu'au cours des dernières élections, personne, ni dans la majorité, ni dans l'opposition, n'y fit la plus petite allusion, n'est-on pas en droit de penser qu'elles ne sont qu'une mesure pour rien, celle qu'on bat d'ordinaire avant que débute la musique ?

Revenons aux événements des deux derniers mois. On aurait tort d'en faire un tout, car, en réalité, ils eurent pour origine deux mouvements complètement différents.

Le premier, celui des étudiants, fut sévèrement critiqué par les communistes, car ils prétendent avoir le monopole de la subversion. Leur inquiétude grandit quand les jeunes travailleurs firent cause commune avec les étudiants. Un second mouvement, celui des centrales ouvrières, vint alors se greffer sur le premier et ne tarda guère à le submerger. Profitant de l'ébranlement causé par le Premier, le second fit valoir ses habituelles revendications : augmentation des salaires, réduction des heures de travail, reconnaissance des droits syndicaux, etc. Le tout appuyé d'une grève générale avec occupation d'usines.

On voit la différence : le premier mouvement refuse catégoriquement l'ordre social existant mais ne sait que confusément comment le remplacer.

Le second, au contraire, reconnaît implicitement la société existante, mais saisit l'occasion inespérée d'exiger et d'obtenir des avantages, aussi élevés que possible, pour les travailleurs.

Or, qu'on le sache bien, ce sont les accords de Grenelle, ratifiant ces avantages, qui domineront toute la situation économique de demain.

A quel chiffre s'élèvera le prochain budget ? Classiquement il devrait tenir compte d'une augmentation des traitements des fonctionnaires, des augmentations des rémunérations dans le secteur nationalisé, des augmentations des retraites. d'un nouveau déficit considérable de la Sécurité Sociale. Que le déficit du budget de 1968 dépasse 1.000 milliards d'anciens francs n'aurait rien de très surprenant.

L'augmentation des impôts se répercutant le plus souvent sur les prix, ceux-ci vont s'élever. Mais combien d'autres excellents motifs viendront accélérer cette hausse !

Vivons nous en libéralisme économique ? Si oui, il est absurde de croire qu'il est toujours possible d'augmenter les salaires sans augmenter les prix. Ce n'est vrai que dans les grandes entreprises, à condition toutefois qu'elles aient un personnel restreint. Au contraire, dans les petites et moyennes entreprises, l'augmentation des salaires, provoquant celle des prix de revient, rend inévitable la hausse des prix de vente.

Prétendre qu'un modeste patron peut prélever, sur son bénéfice, toutes hausses de salaires, n'est qu'un absurde enfantillage. En conséquence où serait l'avantage du travailleur de gagner davantage, s'il doit tout payer plus cher ? Il serait donc ridicule de croire que notre situation économique se trouvera améliorée par les accords de Grenelle. Les mêmes causes produisant d'ordinaire les mêmes effets, nous courons risque de nous trouver, dans deux ou trois mois, dans une situation pire que celle qui provoqua les désordres de mai dernier.

Beaucoup d'entreprises mobiliseront toutes leurs ressources pour s'efforcer d'absorber les charges nouvelles, mais pourront-elles y réussir sans procéder à des licenciements ? D'autres fusionneront précisément pour faire des économies de personnel : n'en résultera-t-il pas d'autres licenciements ? Une forte augmentation du chômage semble inévitable par la force même des choses...

Enfin, brochant sur le tout, le fameux marché commun nous apporte de nouveaux concurrents, à l'heure où notre hausse des prix les rend plus redoutables qu'hier, et cette même hausse réduit aussi du même coup les débouchés que nous espérions trouver chez nos aimables participants. Nous exigeons déjà des dérogations au traité de Rome, ce qui signifie que nous ne pouvons pas, momentanément, respecter les règles du jeu.

Un dernier mot sur les élections. Le succès du général de Gaulle est unique dans l'histoire parlementaire. Certains commentateurs ont même évoqué le souvenir de la Chambre de 1815, surnommée « l'introuvable » en raison de son aveugle complaisance pour le pouvoir. Mais certains correspondants me font remarquer que ce serait la forme d'assemblée nécessaire à l'instauration de l'Economie Distributive ! - Erreur - Ce ne sont pas quelques décrets qui peuvent lui donner le jour ; des étapes sont nécessaires pour l'organiser. Mais celles-ci se franchiraient sans heurt brutal, sans violences inutiles, si le souci des hommes au pouvoir était de créer le pouvoir d'achat qui manque, au fur et à mesure que les progrès techniques le font s'évanouir. Le général de Gaulle pourrait, par exemple, prendre les mesures nécessaires pour supprimer la France pauvre. On sait que c'est le livre, combien émouvant, de P.-M. de la Gorce, gaulliste de gauche. Il estime à 12 millions le nombre des Français vivant dans une gêne de plus en plus pénible, souvent aux confins de la noire misère. Rien ne s'oppose à ce qu'on leur accorde de sérieuses allocations, comme on commence à le faire pour les chômeurs. N'existe-t-il pas déjà quelques allocations pour les familles nombreuses ? Or les allocations, en régime capitaliste, sont l'amorce du revenu social de l'Economie Distributive. Qui empêche le pouvoir de prendre ces mesures de simple justice ? Rien, sinon les criailleries d'économistes poussiéreux qui hurleront à l'inflation, comme si la monnaie, qui circule dans toutes les nations, était encore une monnaie précieuse ! Ils ne retardent que d'un demi-siècle !

L'inflation ? Mais c'est dans les marchandises qu'elle existe : qui ne voit que marchés et magasins regorgent continuellement de marchandises ? Que des stocks de denrées alimentaires sont constamment jetés à la voirie ? Que nous dépensons des milliards chaque année pour « assainir » les marchés, consistant à les débarrasser de tous les produits, baptisés « excédentaires », sous prétexte « qu'on n'a pas réussi à les vendre » ? Enfin, que nous « laissons oisifs » 20 % de nos moyens de production ? Il paraît qu'ils sont inutiles !

Si la logique financière consiste à laisser crever des gens de faim devant des greniers pleins, la révolution, elle aussi, devient logique. Et quand on veut éviter ses horreurs, le mieux n'est-il pas de la vouloir et de la faire soi-même ? Sur un point tous les Français sont enfin d'accord : ils estiment des réformes nécessaires, et donnent plein pouvoir au général de Gaulle pour les accomplir. C'est à lui de jouer...

Terminons sur une bonne nouvelle : reconnaissant enfin l'insuffisance du pouvoir d'achat d'un grand nombre d'Américains, quelques notabilités des Etats-Unis viennent de créer un mouvement d'opinion qui, vu de loin, ressemble comme un frère au Mouvement français pour l'Abondance. Il en diffère pourtant assez sensiblement. Ses promoteurs se donnent bien de garde d'expliquer que « l'abondance », surgissant au sein d'une économie édifiée sur la « rareté », est à l'origine de la « mutation » actuellement en cours. Ils se bornent à constater l'insuffisance du pouvoir d'achat d'un très grand nombre de leurs compatriotes. Ils ne proposent donc pas de leur distribuer un revenu social, car il n'est en effet question que d'un « guaranteed income », c'est-à-dire d'un revenu garanti, non aux individus, mais aux familles. Il serait calculé d'une manière assez compliquée pour s'élever finalement à quelque 2.000 dollars en moyenne. En somme, il ne s'agirait que d'une mesure de circonstance, presque épisodique, pour ne pas trop effaroucher peut-être les 1.000 économistes distingués de l'Université de Harvard...

L'accueil de la grande presse est froid : l'Américain, écrit-elle, répugne à toute mesure tendant à favoriser les fainéants. On voit qu'elle passe sous silence le projet de loi de guerre à la pauvreté, lequel intéresse pourtant, officiellement, 32 millions de citoyens américains. Le vice-président Humphrey, actuellement candidat à la Présidence des Etats-Unis, a froidement déclaré qu'il préférerait voter pour toute mesure tendant à créer des emplois (sic). En revanche, notre ami, le professeur John Kenneth Galbraith, l'ardent défenseur de l'Abondance, est d'un avis opposé : trois années suffisent, affirme-t-il, pour qu'une bonne idée se transforme en droit de l'homme ! Hélas, pas en France, car au bout de 35 années, le M.F.A. est encore boycotté par la grande presse, dont son grand augure, Raymond Aron, a écrit que la théorie de l'Abondance était une sottise. Après une condamnation aussi péremptoire, ne fallait-il pas être très présomptueux pour persévérer ? Pourtant, rassurons-nous, l'Economie Distributive vient justement d'accomplir un pas de géant !